



PETITE

entreprise

VOL. 4, n° 3, janvier 2003

<http://strategis.gc.ca/trimestrielPME>

GRANDES *tendances*

Les petites entreprises sont à l'origine de 78 % de la création nette d'emplois entre le deuxième trimestre de 2001 et le trimestre correspondant de 2002. Elles ont créé plus de 170 000 emplois au cours de cette période.

Le pays comptait 2,36 millions de travailleurs indépendants au troisième trimestre de 2002, soit une augmentation de 2 % par rapport aux 2,31 millions enregistrés au trimestre correspondant de 2001.

Le nombre d'entreprises commerciales s'est établi à 2 173 598 en juin 2002, en hausse de 3 % par rapport à juin 2001.

On a enregistré 2 151 faillites commerciales au troisième trimestre de 2002, ce qui représente une diminution de 0,1 % par rapport au trimestre correspondant de 2001. Le passif lié aux faillites commerciales est alors passé à 0,8 milliard de dollars, soit une hausse de 9 % par rapport au troisième trimestre de 2001.

Les prêts en cours consentis aux entreprises par les banques à charte ont totalisé 95,8 milliards de dollars au deuxième trimestre de 2002, ce qui représente un recul de 4 % par rapport aux 100,2 milliards enregistrés au trimestre correspondant de 2001.

LES FEMMES ENTREPRENEURES S'IMPOSENT DE PLUS EN PLUS AU CANADA

Des nouvelles données publiées par Statistique Canada¹ montrent que les femmes deviennent une importante source de croissance économique et de création d'emplois car elles commencent à prendre des risques liés à l'entrepreneuriat et à bénéficier des avantages qui en découlent. En 2000, les femmes détenaient une participation majoritaire dans 15 % des petites et moyennes entreprises (PME) canadiennes, et une participation quelconque dans 45 % d'entre elles. En 2000, 28 % des entreprises détenues en majorité et exploitées par des femmes avaient vu le jour depuis 1996, comparativement à 23 % de celles détenues en majorité par des hommes.

Les PME à participation féminine majoritaire sont demeurées fortement concentrées dans les secteurs du commerce de gros ou de détail et des services professionnels, mais elles gagnent du terrain dans les industries non traditionnelles et la nouvelle économie. En 2000, elles représentaient 13 et 12 % respectivement des PME de l'industrie de la fabrication et des industries du savoir (graphique 1).

Ces résultats récents laissent entrevoir un avenir prometteur pour les femmes entrepreneures au Canada. Toutefois, il subsiste des écarts entre les entreprises détenues par des femmes et celles appartenant à des hommes.

(suite à la page 2)

SOMMAIRE

Création d'emplois	2
Entreprises commerciales	4
Financement par capitaux propres	5
Coup d'œil sur l'économie	5
Travail indépendant	6
Faillites commerciales	7
Prêts aux entreprises	7
Faits nouveaux	8

(suite de la page 1)

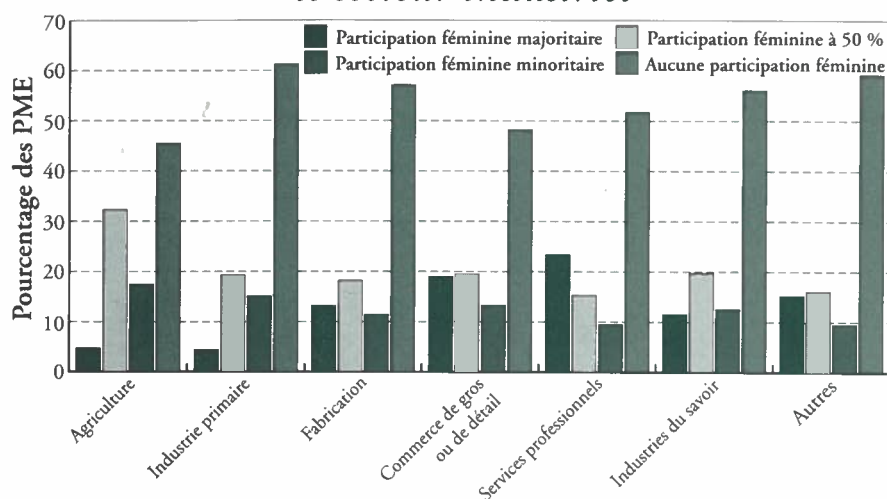
- Les entreprises détenues par des femmes ne représentent que 4 % des PME comptant plus de 100 employés.
- Seulement 44 % des entreprises appartenant à des femmes sont constituées en société, comparativement à 55 % de celles détenues par des hommes.
- La plupart des femmes entrepreneures (58 %) ont déclaré que leur entreprise connaissait une croissance plutôt lente, alors que seulement 9 % faisaient état d'une croissance rapide.
- Les entreprises appartenant à des femmes sont proportionnellement moins nombreuses que celles détenues par des hommes à exporter leurs produits ou services; 8 % des femmes entrepreneures ont réalisé des ventes sur des marchés étrangers en 2000, comparativement à 11 % de leurs homologues masculins.

Certains font valoir que la croissance des entreprises détenues par des femmes est plus lente en raison d'obstacles tels que l'accès au financement. Selon une comparaison établie en 1995 entre les entrepreneurs des deux sexes, les femmes ont plus de difficulté à obtenir du crédit et, lorsqu'elles y parviennent, on leur impose des conditions plus onéreuses. L'accès au financement représente un défi pour tous les propriétaires de petites entreprises – selon les résultats les plus récents, ce sont la taille des entreprises et son secteur d'activité (par exemple, les petits commerces de détail ou entreprises de services), et non le sexe du propriétaire en soi, qui représentent les éléments clés de l'accès au capital. Selon les nouvelles données de Statistique Canada, les femmes entrepreneures ont demandé moins de financement en 2000, mais celles qui l'ont fait ont obtenu autant de succès que leurs homologues masculins.

On trouvera dans le Web, à l'adresse <http://strategis.ic.gc.ca/prf>, des données supplémentaires et d'autres rapports publiés par le Programme de recherche sur le financement des PME, entre autres le premier rapport au Parlement d'Industrie Canada sur le financement des PME. Par ailleurs, la rubrique Faits nouveaux renferme un article annonçant la création du Groupe de travail sur les femmes entrepreneures.

¹ Statistique Canada, *Le financement des petites et des moyennes entreprises (PME) au Canada, 2000*. Les PME sont définies ici comme les entreprises comptant moins de 500 employés et dont les recettes annuelles sont inférieures à 50 millions de dollars.

Graphique 1 : Femmes entrepreneures selon le secteur industriel



Source : Statistique Canada, *Le financement des petites et des moyennes entreprises (PME) au Canada, 2000*.

CRÉATION d'emplois

D'après les données de l'*Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail* (EERH)¹ menée par Statistique Canada, la création nette d'emplois sur une base annuelle s'est chiffrée à un peu plus de 221 000 au deuxième trimestre de 2002. Il s'agit de 100 000 emplois de plus qu'au trimestre précédent. Le tableau 1 montre que les petites entreprises (moins de 100 employés) sont à l'origine de 78 % du nombre net d'emplois créés entre le deuxième trimestre de 2001 et le trimestre correspondant de 2002. L'emploi dans les entreprises de taille moyenne (de 100 à 499 employés) a continué de reculer au deuxième trimestre de 2002, mais la baisse était moins prononcée qu'au cours des trimestres précédents. Les micro-entreprises (moins de 5 employés) ont également connu des pertes d'emplois au cours du premier semestre de 2002, par contraste avec leur forte contribution à la création d'emplois au deuxième semestre de 2001. Dans l'ensemble, l'apport des petites entreprises à ce chapitre a augmenté tout au long de 2001, mais il a légèrement ralenti au premier semestre de 2002.

Le tableau 2 indique que la variation annuelle nette moyenne de l'emploi sur 12 mois s'est chiffrée à près de 173 000 emplois au deuxième trimestre de 2002. Plus des trois quarts de ces emplois ont été créés en Ontario, en Alberta et au Québec, mais c'est l'Île-du-Prince-Édouard qui affichait le taux le plus élevé au titre de la croissance nette de l'emploi (5,1 %).

(suite à la page 3)

(suite de la page 2)

On peut observer des écarts considérables en ce qui a trait à la croissance de l'emploi selon la taille des entreprises : alors que la progression globale s'est établie à 1,4 %, l'emploi a augmenté de 2,8 % dans les petites entreprises et il a baissé de 1,5 % dans celles de taille moyenne. Cette tendance est très marquée dans la plupart des provinces et territoires. Sauf à l'Île-du-Prince-Édouard, la croissance de l'emploi dans les petites entreprises a dépassé, souvent dans une large mesure, la croissance globale à ce chapitre dans chaque province ou territoire. L'emploi dans les entreprises de taille moyenne a reculé dans 7 des 12 administrations, mais il a fortement progressé

à Terre-Neuve-et-Labrador. La variation de l'emploi selon la taille des entreprises, en pourcentage de la variation globale sur 12 mois (valeur non indiquée dans les tableaux) montre que les petites entreprises, à l'échelle du pays, sont à l'origine de 85 % de la croissance nette totale de l'emploi au cours de la période visée.

¹ Les données de l'EERH excluent les travailleurs indépendants qui ne touchent aucun salaire et les employés des industries suivantes : agriculture, pêche et piégeage, services de ménages privés, organismes religieux et services militaires. Les données ventilant l'emploi selon la taille des entreprises excluent également les entreprises non classifiées.

Tableau 1 : Variation trimestrielle nette de l'emploi rémunéré, sur 12 mois, selon la taille des entreprises, Canada

Trimestre	Variation nette totale		Contribution (%) à la variation nette selon la taille des entreprises (nombre d'employés)								
	%, sur 12 mois	Emplois, sur 12 mois	0-4	5-19	20-49	50-99	0-99	100-299	300-499	100-499	500+
T1 2001	3,7	449 435	10,0	1,4	8,1	5,9	25,5	10,8	3,6	14,4	60,1
T2 2001	2,8	353 334	2,2	8,7	13,0	11,9	35,8	10,5	2,5	13,1	51,1
T3 2001	1,8	226 792	29,8	2,8	16,9	15,6	65,1	-0,4	-1,0	-1,4	36,3
T4 2001	1,0	127 451	32,4	37,2	33,8	13,6	117,1	-17,7	-37,7	-55,4	38,3
T1 2002	0,9	114 841	-9,3	31,3	41,5	36,3	99,8	-7,2	-25,9	-33,1	33,3
T2 2002	1,7	221 006	-2,1	5,5	36,6	37,7	77,7	13,9	-16,4	-2,5	24,8

Source : Statistique Canada, *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail* (EERH), juillet 2002.

Tableau 2 : Variation annuelle nette¹ de l'emploi rémunéré², sur 12 mois, selon la province ou le territoire et la taille des entreprises, moyennes de quatre trimestres, du troisième trimestre de 2000 au deuxième trimestre de 2002

Province ou territoire	Variation nette totale		Taux de croissance selon la taille des entreprises (nombre d'employés) et la province ou le territoire								
	Emplois, sur 12 mois	%, sur 12 mois	0-4 (%)	5-19 (%)	20-49 (%)	50-99 (%)	0-99 (%)	100-299 (%)	300-499 (%)	100-499 (%)	500+ (%)
Terre-Neuve	6 749	3,9	1,2	4,8	7,2	13,5	5,7	6,1	14,0	9,0	1,5
Île-du-Prince-Édouard	2 808	5,1	-0,9	2,1	7,7	10,5	4,5	5,7	-5,2	2,5	6,8
Nouvelle-Écosse	7 041	2,0	0,8	-1,2	4,5	12,3	3,2	0,5	4,2	1,4	1,2
Nouveau-Brunswick	5 387	1,9	1,8	-0,1	6,6	0,7	2,0	-1,4	2,7	-0,3	2,4
Québec	31 580	1,1	1,2	1,6	3,0	4,7	2,5	-1,0	-8,3	-3,3	1,3
Ontario	51 726	1,0	4,3	2,1	4,2	2,8	3,2	0,2	-3,6	-0,9	0,1
Manitoba	12 762	2,6	0,7	-0,3	4,5	9,9	3,3	3,6	-2,9	1,6	2,4
Saskatchewan	3 565	1,0	1,6	-1,7	4,5	4,4	1,5	-1,9	-8,6	-4,0	2,4
Alberta	48 385	3,6	4,9	3,5	5,2	6,8	4,8	1,7	-5,7	-0,6	4,0
Colombie-Britannique	1 562	0,1	0,5	-0,8	2,5	3,2	1,0	-1,4	-4,8	-2,4	0,0
Yukon ³	62	0,4	1,8	-0,3	10,8	11,4	5,0	-35,2	-	-	-
Territoires du Nord-Ouest et Nunavut ³	484	1,7	-4,1	5,4	7,4	-2,6	3,4	5,0	-	-	-
Total – Canada	172 523	1,4	2,6	1,4	3,9	4,3	2,8	0,0	-4,8	-1,5	1,0

Source : Statistique Canada, *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail* (EERH), juillet 2002.

¹ La variation nette de l'emploi rémunéré sur 12 mois correspond à la différence entre le niveau moyen d'emploi au cours de la période de quatre trimestres se terminant au deuxième trimestre de 2002 et le niveau moyen au cours des quatre trimestres précédents.

² Les données de l'EERH excluent les travailleurs indépendants qui ne touchent aucun salaire et les employés des industries suivantes : agriculture, pêche et piégeage, services des ménages privés, organismes religieux et services militaires. Les données ventilant l'emploi selon la taille des entreprises excluent également les entreprises non classifiées.

³ Les données se rapportant aux entreprises qui comptent 300 employés ou plus dans les territoires ont été supprimées par souci de confidentialité, mais elles sont incluses dans les totaux de la catégorie et du territoire.

ENTREPRISES commerciales

Selon le *Registre des entreprises* de Statistique Canada, le nombre total d'entreprises commerciales au Canada a baissé de 0,8 % au cours des six premiers mois de 2002, s'établissant à 2 173 598 en juin 2002 contre 2 190 278 en décembre 2001. Le chiffre de juin 2002 était en hausse de 3 % par rapport à juin 2001. Le nombre d'entreprises non classifiées (sans employé) a diminué de 1,1 % pendant le premier semestre de 2002, tandis que celui des entreprises avec salariés a reculé de 0,5 %. On trouvera au tableau 3 des données sur les entreprises commerciales au Canada, ventilées selon la taille des entreprises et le secteur industriel en juin 2002.

Les entreprises commerciales comptant moins de 100 employés représentaient près de 98 % des entreprises avec salariés. Par ailleurs,

95 % des entreprises commerciales en juin 2002 avaient moins de 50 employés, et 58 % en comptaient de 1 à 4.

Plus du tiers des employés au service des petites entreprises (moins de 100 employés) avec salariés travaillaient dans les secteurs du commerce de détail, des services professionnels, scientifiques et techniques ou de la construction. Trois secteurs totalisaient près de 36 % des micro-entreprises (de 1 à 4 employés) avec salariés : les services professionnels, scientifiques et techniques, la construction et les autres services. Les entreprises de taille moyenne (de 100 à 499 employés) étaient surtout concentrées dans l'industrie de la fabrication (22 %) et celle du commerce de détail (13 %).

Tableau 3 : Distribution de l'emploi selon la taille des entreprises commerciales et le secteur industriel, juin 2002

Secteur industriel	Total général	Entreprises non classifiées ¹	Entreprises avec salariés										
			Total	Nombre d'employés								Distribution (%)	
				1-4	5-9	10-19	20-49	50-99	100-199	200-499	500+	1-99	100-499
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	196 715	134 409	62 306	48 400	7 249	3 873	1 997	524	196	59	8	6,1	1,2
Exploitation minière, pétrolière et gazière	15 292	7 196	8 096	4 760	1 060	873	696	343	187	121	56	0,8	1,4
Services publics	1 905	714	1 191	528	203	132	135	69	46	33	33	0,1	0,4
Construction	240 277	131 543	108 734	70 301	16 877	10 698	7 308	2 332	867	294	57	10,6	5,4
Fabrication	104 384	39 677	64 707	27 930	9 806	8 468	8 695	4 740	2 985	1 617	466	5,9	21,5
Commerce de gros	121 341	55 172	66 169	32 552	12 510	9 798	7 486	2 454	991	315	63	6,4	6,1
Commerce de détail	215 643	85 702	129 941	59 775	30 857	20 430	11 787	4 122	2 065	782	123	12,5	13,3
Transport et entreposage	104 752	58 688	46 064	31 413	5 606	3 951	2 896	1 208	549	308	133	4,4	4,0
Industrie de l'information et industrie culturelle	29 354	15 371	13 983	7 115	2 135	1 775	1 679	676	345	181	77	1,3	2,5
Finance et assurances	104 681	69 336	35 345	18 086	5 674	4 608	4 853	1 183	529	252	160	3,4	3,6
Services immobiliers, location et location à bail	158 636	119 270	39 366	25 567	5 848	3 857	2 692	927	326	117	32	3,8	2,1
Services professionnels, scientifiques et techniques	277 729	164 902	112 827	79 390	14 687	9 145	6 147	2 124	884	345	105	11,0	5,7
Gestion de sociétés et d'entreprises	73 728	56 361	17 367	9 985	2 718	1 938	1 593	705	316	71	41	1,7	1,8
Services administratifs, soutien, gestion des déchets et services d'assainissement	98 495	51 989	46 506	27 845	7 557	4 954	3 690	1 346	659	342	113	4,5	4,7
Services d'enseignement	18 930	7 737	11 193	5 986	1 745	1 189	997	378	245	220	433	1,0	2,2
Soins de santé et assistance sociale	91 724	10 730	80 994	46 866	15 757	9 162	4 882	1 950	1 216	758	403	7,7	9,2
Arts, spectacles et loisirs	38 927	20 991	17 936	10 150	3 024	2 137	1 621	575	252	129	48	1,7	1,8
Hébergement et services de restauration	110 161	35 320	74 841	28 552	14 711	13 921	11 789	4 246	1 228	323	71	7,2	7,2
Autres services (sauf les administrations publiques)	163 328	66 232	97 096	66 821	16 347	8 331	4 037	985	399	138	38	9,5	2,5
Administrations publiques	7 596	55	7 541	2 387	1 618	935	995	565	386	335	320	0,6	3,4
Tous les secteurs industriels	2 173 598	1 131 395	1 042 203	604 409	175 989	120 175	85 975	31 452	14 671	6 752	2 780	100,0	100,0

Source : Statistique Canada, *Registre des entreprises*, juin 2002.

¹ La catégorie des entreprises non classifiées comprend les entreprises constituées ou non en société, sans employés. Dans le *Registre des entreprises*, une entreprise est considérée comme « non classifiée » lorsque les données sur la paie ne permettent pas de déterminer qu'elle a des employés rémunérés. L'entreprise peut fort bien faire appel à des travailleurs contractuels.

FINANCEMENT par capitaux propres

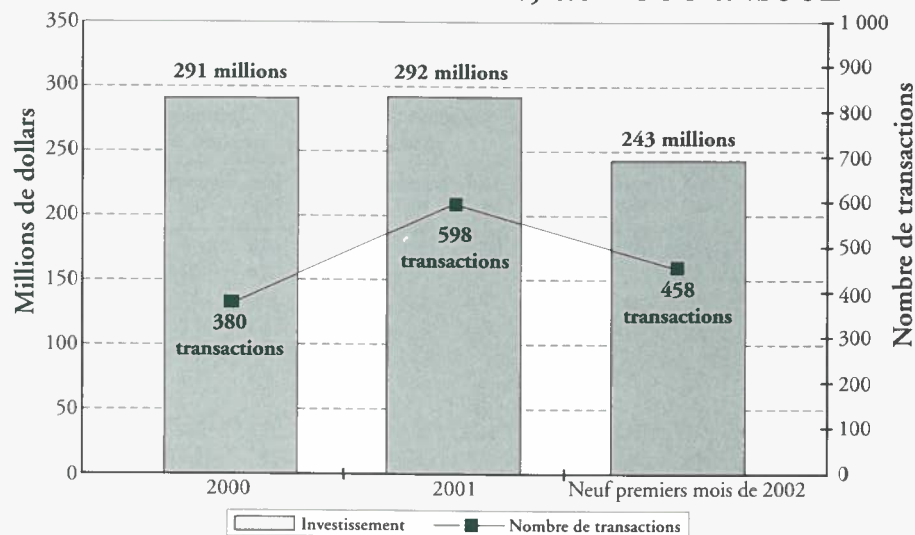
Comme il est expliqué dans le numéro de mars 2002 du *Bulletin trimestriel sur la petite entreprise*, le financement par quasi-capital¹ permet aux propriétaires de PME de mobiliser du capital de risque sans perdre le contrôle de leurs affaires en vendant des actions aux investisseurs.

Au cours du troisième trimestre de 2002, le financement par quasi-capital a représenté un investissement de 130 millions de dollars au Canada, contre 81 millions au deuxième trimestre et 32 millions au premier. Les projections établies d'après l'investissement cumulé de 243 millions au cours des trois premiers trimestres de 2002 (graphique 2) indiquent clairement que le total annuel dépassera 300 millions pour la première fois.

Au cours des trois premiers trimestres de 2002, l'activité relative au quasi-capital est demeurée concentrée en Ontario (77 millions de dollars, soit 32 % de l'investissement global) et au Québec (54 millions ou 22 % du flux de quasi-capital). Pendant les neuf premiers mois de 2002, les secteurs traditionnels à maturité ont continué de représenter la plus grande part du flux de quasi-capital, absorbant ainsi 172 millions de dollars, ou 71 % des investissements, répartis entre 375 entreprises établies. Le secteur des produits et services de consommation est demeuré en tête, avec des investissements de 91 millions de dollars, soit une part de 37 %, suivi de l'industrie de la fabrication, avec 61 millions ou le quart de l'investissement.

¹ Le quasi-capital est un produit de financement hybride qui combine l'entrée de fonds du crédit à terme avec les gains en capital inhérents à l'émission d'actions. L'emprunteur est tenu de rembourser le prêt et une partie du coût prend la forme d'un coupon à intérêt fixe (dépendant du titre). Tout comme dans le cas du financement par capitaux propres, le remboursement du prêt est fondé sur les entrées de fonds et non sur les éléments d'actif de l'entreprise qui servent de garantie, et le droit conféré à son titulaire vient après celui des prêteurs garantis. À titre d'exemples de financement par quasi-capital, mentionnons les prêts de redevance, le crédit mezzanine et la créance de second rang.

Graphique 2 : Financement par quasi-capital et nombre de transactions, de 2000 à 2002



Source : Mary MacDonald and Associates, *Quasi-equity Activity: First 9 months of 2002*.

COUP D'ŒIL sur l'économie

Données au 29 novembre 2002

Produit intérieur brut (PIB) réel du Canada. La croissance du PIB réel s'est établie à un taux annuel de 3,1 % au troisième trimestre de 2002, comparativement à 4,4 % au trimestre précédent. En dépit d'une activité accrue dans le secteur de l'habitation, la croissance de la demande intérieure finale a été deux fois moins élevée qu'au deuxième trimestre en raison de la baisse au titre de la demande de biens durables et de l'investissement des entreprises dans les structures non résidentielles. Les exportations ont affiché le gain le plus élevé en 10 trimestres, tandis que la croissance des importations a fléchi, si bien que près de la moitié de la croissance du PIB est attribuable aux exportations nettes (les exportations moins les importations). En ce qui a trait aux recettes, les bénéfices des sociétés ont continué de remonter après le marasme économique de 2001, et les gains substantiels dans le domaine de l'emploi ont fait grimper le revenu personnel disponible.

Données sur le PIB mensuel. Selon ces données, l'économie s'est essoufflée vers la fin du troisième trimestre. Le PIB réel a augmenté de seulement 0,1 % en septembre après avoir progressé de 0,2 % en août et de 0,4 % en juillet. Il s'est accru de 0,2 % dans le secteur des biens en septembre, après un recul de 0,2 % en août et un gain appréciable de 1,1 % en juillet. Dans le secteur des services, la croissance du PIB réel mensuel a ralenti pour s'établir à 0,1 % en septembre, après des hausses de 0,1 % en juillet et de 0,3 % en août.

Perspectives économiques. On prévoit un maintien de la croissance. Malgré certains points faibles au troisième trimestre (baisse au titre de la demande de biens durables et de l'investissement dans les structures non résidentielles), l'assise demeure solide. Les bénéfices et le revenu personnel disponible augmentent et le marché du travail a enregistré un record au chapitre de la création d'emplois. En outre, l'économie américaine a affiché au troisième trimestre des résultats supérieurs aux prévisions, son PIB grimpaient de 4,0 %, comparativement à 1,3 % au trimestre précédent. Dans leurs prévisions de novembre 2002, les analystes du secteur privé¹ s'entendent pour dire que le Canada devrait afficher une croissance moyenne de 3,4 % en 2002 et en 2003 et devancer ainsi les autres pays du G7.

Dépenses de consommation. Après avoir connu de fortes hausses pendant trois trimestres, ces dépenses ont progressé d'à peine 0,5 %. Le ralentissement de la croissance est attribuable à la baisse de la demande de biens durables (quoique les dépenses au titre des automobiles demeurent à des niveaux historiquement élevés). Les dépenses liées aux services et aux biens non durables représentent la plus grande partie de la croissance en raison des températures particulièrement chaudes, qui se sont traduites par une consommation accrue d'électricité, tandis que les dépenses au titre des repas dans les restaurants ont progressé de 7,8 %.

Investissement dans l'habitation.

L'investissement dans l'habitation a grimpé de 15,9 % au troisième trimestre, après une baisse de 1,7 % au trimestre précédent. La demande d'hypothèques des ménages a augmenté et les mises en chantier ont atteint le niveau le plus élevé enregistré depuis mars 1990. L'activité sur le marché des reventes a continué de ralentir, la vente de maisons chutant de 5,3 % par rapport au niveau record du deuxième trimestre.

Investissement des entreprises dans les machines et le matériel.

Cet investissement a progressé de 4,8 %, après avoir affiché un gain substantiel de 16,7 % au deuxième trimestre. L'investissement au titre des automobiles, des camions et du reste du matériel de transport a augmenté, mais il a baissé en ce qui a trait aux

¹ D'après le document *Consensus Forecasts*, publié par Consensus Economics Inc., au Royaume-Uni.

(suite à la page 7)

TRAVAIL *indépendant*

En utilisant des données non publiées de l'*Enquête sur la population active* de Statistique Canada, la Direction générale de la politique de la petite entreprise a déterminé la répartition des différentes catégories de travailleurs indépendants selon le niveau de scolarité.

L'*Enquête sur la population active* distingue cinq catégories de travailleurs indépendants : propriétaires actifs d'entreprises constituées en société avec ou sans aide rémunérée, propriétaires actifs d'entreprises non constituées en société avec ou sans aide rémunérée et travailleurs familiaux non rémunérés. Le tableau 4 indique pour 2001 la répartition des travailleurs indépendants selon le sexe et le niveau de scolarité ainsi que la répartition selon le niveau de scolarité pour l'ensemble des employés.

La répartition des travailleurs indépendants selon le niveau de scolarité diffère de celle de l'ensemble de employés. Les travailleurs indépendants sont proportionnellement plus nombreux non seulement à posséder un diplôme universitaire, mais aussi à n'avoir que de 0 à 8 ans de scolarité. Près de 18 % des travailleurs indépendants n'ont pas terminé leurs études secondaires, comparativement à près de 16 % pour l'ensemble des employés. Cet écart est particulièrement prononcé dans le cas des travailleurs familiaux non rémunérés, dont 41 % n'ont pas achevé leurs études secondaires.

On observe aussi des écarts marqués entre les différentes catégories de travailleurs indépendants. Toutes proportions gardées, par rapport aux trois autres catégories de travailleurs indépendants rémunérés, les propriétaires actifs d'entreprises non constituées en société sans aide rémunérée sont moins nombreux à posséder un diplôme universitaire et plus nombreux à ne pas avoir terminé leurs études secondaires. Environ 20 % des propriétaires actifs d'entreprises non constituées en société sans aide rémunérée étaient titulaires d'un diplôme universitaire, comparativement à 28 % dans le cas de leurs homologues avec aide rémunérée et à 25 % pour les propriétaires actifs d'entreprises constituées en société, tant avec que sans aide rémunérée. De même, 20 % des propriétaires actifs d'entreprises non constituées en société sans aide rémunérée n'avaient pas mené à terme leurs études secondaires, comparativement à des taux de 14 à 17 % pour les trois autres catégories de travailleurs indépendants rémunérés.

Il est également à noter que la proportion de titulaires de diplômes d'études supérieures (16 %) est plus élevée parmi les propriétaires actifs d'entreprises non constituées en société avec aide rémunérée, en particulier les hommes. De façon générale, la proportion de diplômés universitaires parmi l'ensemble des employés et dans toutes les catégories de travailleurs indépendants a augmenté depuis 1991, tandis que le nombre de ceux qui n'ont pas terminé leurs études secondaires a diminué.

Tableau 4 : Répartition des travailleurs indépendants selon le sexe et le niveau de scolarité, Canada, moyenne annuelle, 2001

Niveau de scolarité	Ensemble des employés (%)	Travailleurs indépendants (%)	Avec aide rémunérée						Sans aide rémunérée						Travailleurs familiaux non rémunérés (%)
			Entreprises constituées en société			Entreprises non constituées en société			Entreprises constituées en société			Entreprises non constituées en société			
			Tous	Hommes	Femmes	Tous	Hommes	Femmes	Tous	Hommes	Femmes	Tous	Hommes	Femmes	
			(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	
Tous les niveaux	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
0-8 ans	3,0	5,2	3,7	4,2	1,8	5,4	6,2	3,2	4,1	4,5	2,5	5,9	7,3	3,9	15,2
Études secondaires partielles	12,8	12,4	11,0	11,2	10,3	11,5	12,0	10,4	10,0	11,0	7,0	13,6	14,7	12,0	25,6
Diplôme d'études secondaires	21,1	19,9	20,4	19,3	24,0	19,3	18,8	20,5	20,3	20,1	20,9	19,6	20,1	19,0	19,6
Études postsecondaires partielles	9,8	7,5	7,6	7,4	8,2	6,0	5,2	7,9	6,7	6,5	7,0	8,1	7,4	9,2	7,7
Certificat ou diplôme d'études postsecondaires	33,7	32,6	32,7	32,7	32,5	29,5	27,4	34,5	34,4	33,9	36,1	33,1	31,4	35,5	25,3
Diplôme universitaire	19,6	22,3	24,6	25,2	22,9	28,4	30,5	23,3	24,6	24,0	26,2	19,7	19,1	20,5	5,4
Baccalauréat	13,7	13,2	14,8	14,3	16,4	12,1	12,8	10,3	16,7	16,2	18,5	12,0	11,1	13,3	3,7
Études supérieures	5,9	9,2	9,8	10,8	6,6	16,3	17,7	12,9	7,8	7,9	7,7	7,6	8,0	7,2	0,0

Source : Statistique Canada, *Revue chronologique de la population active*, 2001.

FAILLITES *commerciales*

On a enregistré 2 151 faillites commerciales au troisième trimestre de 2002, comparativement à 2 495 au trimestre précédent, ce qui représente une diminution de 14 %. Toutefois, le niveau était assez similaire à celui enregistré au troisième trimestre de 2001.

Le passif lié aux faillites commerciales a aussi chuté, pour s'établir à 0,8 milliard de dollars, soit une baisse de 82 % par rapport au deuxième trimestre. Le recul a été marqué dans les industries de l'exploitation forestière, de la fabrication et des services aux entreprises, mais la valeur du passif a plus que doublé dans les secteurs des communications et des autres services publics, des services gouvernementaux, ainsi que de l'agriculture et des services connexes.

Au troisième trimestre de 2002, le passif lié aux faillites commerciales était de 9 % supérieur à la valeur enregistrée au trimestre correspondant de 2001.

La valeur du passif a été exceptionnellement volatile, tant sur 3 mois que sur 12. Au cours des cinq derniers trimestres, les fluctuations trimestrielles se sont échelonnées entre une baisse de 82 % et une hausse de 167 %.

PRÊTS *aux entreprises*

Les prêts en cours consentis aux entreprises par les banques à charte¹ se sont chiffrés à 95,8 milliards de dollars au deuxième trimestre de 2002, en hausse de 1 % par rapport aux 94,7 milliards enregistrés au trimestre précédent mais en baisse de 4 % comparativement au deuxième trimestre de 2001. Au cours du deuxième trimestre de 2002, les prêts de faible valeur (moins de 500 000 \$) représentaient 20,1 milliards de dollars ou 21 % des prêts consentis par les banques à charte. Le montant moyen des prêts de faible valeur et leur proportion dans l'ensemble des prêts en cours ont chuté pendant ce trimestre.

Les prêts de valeur moyenne (entre 500 000 \$ et 5 millions de dollars) sont passés à 30,5 milliards, comparativement à 30,3 milliards au trimestre précédent. Ils représentaient 32 % des prêts consentis par les banques à charte.

Au deuxième trimestre de 2002, la valeur globale des prêts de faible valeur et de valeur moyenne – 50,6 milliards – était de 3,9 % inférieure à celle enregistrée au trimestre correspondant de 2001.

¹ Sont exclus les hypothèques non résidentielles, les prêts agricoles, les engagements des clients au titre d'acceptations et les autres prêts commerciaux.

COUP D'ŒIL *sur l'économie*

Données au 29 novembre 2002

(suite de la page 5)

machines industrielles. L'investissement non résidentiel dans les structures a chuté de 2,5 %.

Bénéfices des sociétés. Les bénéfices des sociétés se sont accrus de 12,6 % au troisième trimestre, après une montée en flèche de 51 % au trimestre précédent. Les gains étaient concentrés dans les secteurs non financiers, en particulier ceux de la fabrication ainsi que de l'exploitation pétrolière et du charbon. Les bénéfices ont atteint leur niveau le plus élevé depuis le sommet du premier trimestre de 2001, ce qui est de bon augure pour la croissance de l'investissement des entreprises à court terme.

Excédent courant. L'excédent courant s'est chiffré à 5,1 milliards de dollars au troisième trimestre, soit une hausse de 0,4 milliard par rapport au trimestre précédent. Il s'agissait du troisième trimestre de suite où l'excédent dépassait 5 milliards. Stimulé par les exportations record d'automobiles et de pièces de véhicules automobiles, l'excédent sur marchandises a augmenté de 0,5 milliard de dollars pour s'établir à 14 milliards (sa valeur la plus élevée depuis le premier trimestre de 2001) et il est à l'origine de la plus grande partie de l'augmentation de l'excédent courant. Le déficit au titre des services a chuté à 2,1 milliards de dollars, principalement en raison d'un déficit moindre en matière de services commerciaux. Le déficit relatif au revenu d'investissement a augmenté de 0,2 milliard de dollars pour se chiffrer à 7,1 milliards, tandis que l'excédent sur les transferts courants a diminué d'environ 10 millions, pour atteindre 359 millions.

Enquête sur la situation des entreprises (octobre). Selon l'Enquête, les entreprises étaient généralement optimistes quant à la production et à l'emploi pour le quatrième trimestre. Plus de 84 % des fabricants interrogés s'attendaient à ce que leur niveau de production et leur effectif demeurent les mêmes ou qu'ils augmentent. Seulement 14 % considéraient que leurs stocks étaient trop élevés et une même proportion d'entre eux s'attendaient à une baisse de leur effectif.

Emploi. La croissance de l'emploi s'est poursuivie en octobre, mais à un rythme plus lent. Le nombre d'emplois créés s'est chiffré à 33 000, comparativement à un gain mensuel moyen de 47 000 emplois depuis décembre dernier. La création nette d'emplois a totalisé 459 000 durant les 10 premiers mois de l'année. La forte croissance de l'emploi en 2002 a fait grimper le taux d'emploi à son niveau le plus élevé (62,1 %) depuis avril 1990. Le taux de chômage est demeuré stable au cours des derniers mois, car l'amélioration des conditions du marché du travail a incité plus de gens à se joindre à la population active. Il s'est chiffré à 7,6 % en octobre.

Indice des prix à la consommation (IPC). Le taux d'inflation a augmenté de 3,2 % en octobre, comparativement à 2,3 % en septembre. Il s'agit du taux le plus élevé depuis juin 2001. Le taux d'inflation de base s'est établi à 2,5 % en octobre, au-dessus du point milieu de la fourchette officielle visée de 1 à 3 %. Ce taux exclut les éléments de l'IPC dont le prix est très volatil.

Banque du Canada. La Banque du Canada a maintenu son taux officiel à 2,75 % en septembre et en octobre, après l'avoir majoré de 75 points de base plus tôt au cours de l'année. Dans son *Rapport sur la politique monétaire* du 23 octobre, la Banque a indiqué que les augmentations du taux officiel pourraient être reportées, à moins que les pressions s'exerçant sur l'appareil de production et l'inflation au pays ne justifient une action.

Dollar canadien. La valeur du dollar canadien a fluctué entre 0,63 et 0,64 \$US depuis août, après avoir passé la barre des 0,66 \$ au début de juillet. Malgré l'écart croissant entre les taux d'intérêt canadiens et américains, la faiblesse de l'économie mondiale et les récentes baisses des prix autres que ceux de l'énergie ont aidé à maintenir le huard.

La rubrique Coup d'œil sur l'économie est préparée par la Direction générale de l'analyse de la politique micro-économique d'Industrie Canada. Veuillez faire part de vos commentaires à François Poitras, par téléphone au (613) 957-3404 ou par courriel à l'adresse poitras.francois@ic.gc.ca.

FAITS nouveaux

Groupe de travail sur les femmes entrepreneurs

Le 19 novembre 2002, le premier ministre a annoncé la création du Groupe de travail sur les femmes entrepreneurs. Ce groupe examinera les défis particuliers auxquels se heurtent les femmes entrepreneurs et conseillera le premier ministre sur les mesures s'offrant au gouvernement fédéral pour favoriser la contribution des femmes entrepreneurs à l'économie canadienne. Le Groupe de travail consultera les députés, des spécialistes et des intervenants clés. Il examinera les facteurs nécessaires pour encourager l'entrepreneuriat chez les femmes; évaluera les ressources actuelles, tant au sein de l'administration publique qu'à l'extérieur; recensera les lacunes et les pistes d'action pour l'avenir; évaluera les pratiques internationales exemplaires et leur pertinence dans le contexte canadien; déterminera la corrélation avec les priorités actuelles du gouvernement; et améliorera la collaboration avec les autres ordres de gouvernement et avec les partenaires de l'entreprise privée et du secteur bénévole.

Bulletin trimestriel sur la petite entreprise Direction générale de la politique de la petite entreprise

Le *Bulletin trimestriel sur la petite entreprise* est publié par la Direction générale de la politique de la petite entreprise d'Industrie Canada. Cette publication facile à lire donne un aperçu de la performance récente du secteur de la petite entreprise au Canada.

Veuillez faire parvenir vos commentaires au rédacteur :

Prichya Sethchindapong
Courriel : sethchindapong.prichya@ic.gc.ca

Direction générale de la politique de la petite entreprise
Industrie Canada
235, rue Queen
Ottawa (Ontario) K1A 0H5
Téléphone : (613) 954-5494
Télécopieur : (613) 954-5492
Site Web : <http://www.strategis.gc.ca/recherchepe>

Autorisation de reproduction

À moins d'indication contraire, l'information contenue dans cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais et sans autre permission d'Industrie Canada, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, qu'Industrie Canada soit mentionné comme organisme source et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec Industrie Canada ou avec son consentement.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication dans un but commercial, veuillez faire la demande par courriel (copyright.droitdauteur@communication.gc.ca).

ISSN 1205-9099

53735B



Contient 10 p. 100
de matières recyclées

Le Groupe de travail, dont la présidence sera assurée par Sarmite Bulte, députée de Parkdale-High Park, présentera son rapport au premier ministre d'ici mai 2003.

Congrès international francophone sur la PME

Environ 120 participants de 17 pays ont pris part au 6^e Congrès international francophone sur la PME, à l'École des hautes études commerciales (HEC) à Montréal, au Québec, les 30 et 31 octobre et 1^{er} novembre 2002. Cet événement a tenu lieu de conférence biennale de l'Association internationale francophone de recherche sur l'entrepreneuriat et la PME, dont la présidente actuelle est Camille Carrier, professeure à l'Université du Québec à Trois-Rivières. Dans son mot d'ouverture, Jean-Marie Toulouse, directeur de l'École des HEC, a exposé les éléments anciens et nouveaux de la théorie et de la pratique de l'entrepreneuriat. François Brouard, de l'Université Carleton, a reçu un prix pour sa communication intitulée *Pertinence d'un outil diagnostique des pratiques de veille stratégique pour aider les PME*. Le Congrès de 2004 se tiendra à Montpellier, en France.

Colloque du Conseil canadien des petites entreprises et de l'entrepreneuriat

Le 19^e Colloque annuel du Conseil canadien des petites entreprises et de l'entrepreneuriat (CCPEE) a eu lieu à Halifax du 14 au 16 novembre 2002. Chris Pelham, directeur d'APEC-IBIZ (Canada), a alors remis les huit premiers certificats décernés à des conseillers de la petite entreprise dans le cadre du programme IBIZ de l'APEC. Ce programme de formation et de certification s'adresse aux conseillers actifs de la petite entreprise qui peuvent montrer qu'ils possèdent le niveau de compétence requis dans 104 éléments. Les participants qui auront mené à bien le programme seront reconnus à l'échelle nationale et internationale en tant que conseillers professionnels de la petite entreprise et seront autorisés à utiliser le titre « APEC-SBC ».

La demande continue d'augmenter et on prévoit que 150 personnes de toutes les régions du Canada participeront au programme au début de 2003. Pour obtenir de plus amples renseignements, consultez le site Web du programme à l'adresse <http://www.apec-ibiz.org> ou communiquez avec Chris Pelham (chris.pelham@acadiau.ca) ou Don Bureaux (dbureaux@acadiau.ca).

Le prochain Colloque du CCPEE se tiendra à Victoria à l'automne 2004.